

Déclaration

Liberty Steel :

La gestion irresponsable de M. Gupta met en danger la production stratégique d'acier en Europe

Bruxelles et Genève, 6 février 2024

Sous les auspices de leurs fédérations syndicales européenne et mondiale - [industriAll Europe](#) et [IndustriALL Global Union](#) - les syndicats représentant les travailleurs de GFG Alliance/Liberty Steel en Australie, en Belgique, en République tchèque, en Hongrie, en Italie, au Luxembourg, en Pologne, en Roumanie, au Royaume-Uni et aux États-Unis ont tenu une réunion de crise en ligne pour mettre en garde contre le risque que les capacités de production d'acier de l'Europe soient gravement endommagées et que le défi de l'acier vert ne soit pas relevé en raison de la gestion irresponsable de M. Gupta.

Les capacités de production de Liberty Steel sont à un niveau dramatiquement bas en Europe, avec des hauts-fourneaux à l'arrêt depuis des semaines sans perspective claire de redémarrage dans plusieurs des installations européennes. Plus de 20 000 travailleurs européens de l'acier à Ostrava (Tchéquie), Galati (Roumanie), Dudelange (Luxembourg), Liège (Belgique), Częstochowa (Pologne), Dunaújváros (Hongrie) et Piombino (Italie) sont soit renvoyés chez eux car la production s'est arrêtée, en attendant plein d'espoir que leurs salaires soient payés intégralement et en temps voulu, soit vivent dans l'incertitude quotidienne et la peur de l'avenir de leurs emplois.

Le manque de liquidités pour de nombreuses usines européennes de GFG Alliance a conduit à une crise d'une gravité historique : les factures des fournisseurs ne sont plus payées, les matières premières manquent, l'énergie est coupée et l'entretien de base est suspendu malgré un hiver rigoureux, avec des gelées qui endommagent encore plus les installations. La crise a des répercussions directes sur les fournisseurs de GFG Alliance, qui font faillite ou sont sur le point de le faire. En Tchéquie, le fournisseur d'énergie de l'usine d'Ostrava, Tameh, s'est déclaré insolvable en décembre 2023, tandis que 117 sous-traitants de Liberty sur place subissent les conséquences de la crise en étant privés de chauffage ou d'eau. Ce n'est pas seulement l'avenir de l'usine d'Ostrava qui est en jeu, et celui de ses 6 000 travailleurs, mais c'est toute une région et une chaîne d'approvisionnement locale composée de 30 000 emplois indirects et de 900 PME liées aux activités de Liberty Steel qui pourraient faire les frais d'une si mauvaise gestion.

L'inquiétude a atteint un niveau record parmi les travailleurs, car le dialogue avec les syndicats et les autorités publiques n'est pas satisfaisant. IndustriAll Europe et IndustriALL Global Union ont demandé à plusieurs reprises une réunion d'urgence entre M. Gupta et une délégation des syndicats de l'Alliance GFG depuis des mois, sans succès. La direction continue de priver les représentants syndicaux des informations détaillées auxquelles ils ont droit en vertu de la législation européenne concernant les finances, les plans d'investissement et la stratégie industrielle de M. Gupta pour chacun des sites de GFG Alliance. Les

autorités publiques régionales et nationales ne sont pas mieux loties. La semaine dernière, le ministre tchèque de l'industrie et du commerce a lancé un appel à Liberty Steel, menaçant le conseil d'administration d'une action en justice si l'entreprise ne fournissait pas un plan industriel solide pour la croissance à long terme de l'usine d'Ostrava.

Les réactions des syndicats des usines ayant appartenu à ArcelorMittal sont passées de l'inquiétude à la colère en rappelant la responsabilité de la Commission européenne dans la crise actuelle. Il y a quatre ans, les sites d'Ostrava, Galati, Liège, Dudelange, Piombino et Skopje étaient intégrés dans le système de production d'un groupe multinational dont la coordination interne assurait une certaine sécurité. Le jour où la Commission européenne a annoncé en 2018 qu'elle exigeait d'ArcelorMittal qu'il cède ces sites pour mener à bien la reprise d'une importante installation en Italie, tous les syndicats ont tiré la sonnette d'alarme. Parlant d'une seule voix, ils ont appelé l'Union européenne et les États membres à s'abstenir de vendre des actifs industriels stratégiques à des concurrents non européens qui refusent de fournir des garanties solides pour le maintien d'activités de production à long terme sur les sites en Europe. Engagés dans la lutte contre l'érosion de la base industrielle européenne, les syndicats ont notamment mis en garde contre la situation financière douteuse de M. Gupta qui fait peser de lourds doutes sur la capacité de Liberty Steel à garantir une gestion viable des sites d'ArcelorMittal rachetés.

Quatre ans plus tard, la situation critique de Liberty Steel en Europe donne malheureusement raison aux syndicats. Les installations de production sont endommagées après des mois d'inactivité. Des travailleurs très engagés, qui ont développé un savoir-faire stratégique au fil d'années d'expérience professionnelle, quittent l'entreprise faute de perspectives d'avenir. Les fournisseurs et les clients s'interrogent sur la pertinence de maintenir leurs relations commerciales avec une entreprise qui s'avère incapable de tenir ses promesses. Des millions d'euros sont désormais nécessaires pour réparer les dégâts, reprendre la production et investir dans l'acier vert.

La mauvaise gestion de M. Gupta met en péril l'autonomie de l'Europe en matière de production d'acier, à un moment où l'UE ne peut se permettre de se priver de tels atouts stratégiques, en particulier avec les guerres qui se déroulent à nos portes. Au nom des centaines de milliers de travailleurs de l'acier dans le monde, industriAll Europe et IndustriALL Global Union appellent à une action immédiate pour éviter toute désindustrialisation supplémentaire.

En particulier, IndustriALL Global Union et industriAll Europe exigent que :

- 1. M. Gupta fasse toute la transparence sur les finances consolidées de GFG Alliance et sur le plan de refinancement spécifique pour l'Europe, ainsi que sur le calendrier détaillé de la reprise de la production dans les usines européennes de Liberty Steel.** Un dialogue ouvert avec les travailleurs et leurs représentants légitimes ne peut plus attendre. Nous demandons instamment à M. Gupta de rencontrer sans tarder une délégation mondiale de dirigeants syndicaux de GFG.
- 2. La Commission européenne mette en place une taskforce de crise sur le cas de GFG Alliance/Liberty Steel.** La responsabilité des dirigeants de l'UE à défendre l'autonomie stratégique

de l'Europe en matière de production d'acier, y compris du sauvetage des usines en détresse de GFG Alliance, doit être rappelée.

- 3. Les gouvernements nationaux où GFG Alliance/Liberty Steel opère demandent à M. Gupta de s'engager à mettre en place un plan industriel et des garanties sociales, en particulier lorsqu'il s'agit d'accorder des financements publics. Il ne peut y avoir de chèques en blanc pour une entreprise qui s'avère aussi peu fiable.**

Les syndicats de GFG Alliance / Liberty Steel à travers le monde défendent une activité de production d'acier tournée vers l'avenir, conduisant à la création d'emplois et au développement industriel. Aujourd'hui, ils ont adressé une demande officielle à la Présidente de la Commission européenne en vue d'organiser d'urgence une réunion de haut niveau pour discuter des plans de sauvetage des sites de GFG Alliance/Liberty Steel en Europe. Les syndicats de GFG Alliance/Liberty Steel envisagent également des actions syndicales dans les semaines à venir. Ils poursuivront leur coordination aux niveaux national, européen et mondial, sous les auspices d'industriAll Europe et d'IndustriALL Global Union, afin de garantir l'avenir des emplois et des capacités de production dans le secteur de l'acier au niveau mondial.